

<p>✳ Présenter le droit de propriété.</p>	<p>✳ Présenter les prérogatives d'un propriétaire.</p>	<p>✳ Préciser sur quel type de biens s'applique le droit de propriété.</p>	<p>✳✳ Citer deux raisons différentes expliquant pourquoi les logiciels ne sont pas protégeables par le droit des brevets, en France.</p>
<p><i>C'est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements. (article 544 du code civil)</i></p>	<p><i>Il dispose de l'<b>USUS</b> (droit d'utiliser la chose), du <b>FRUCTUS</b> (droit d'en récolter les fruits) et de l'<b>ABUSUS</b> (droit de disposer de la chose, par exemple la vendre, la transformer, la détruire).</i></p>	<p><i>Il s'applique sur les <u>biens meubles</u> (qui peuvent être déplacés) et sur les <u>biens immeubles</u> (qui sont attachés au sol). <b>Explication des termes « meuble » et « immeuble » indispensables.</b></i></p>	<p><i>1/ C'est un bien immatériel et complexe qui reprend des langages de programmation déjà existant (difficile de prouver son caractère nouveau). 2/ Le dépôt d'un brevet nécessite une description technique complète, difficile de réaliser pour un logiciel.</i></p>
<p>✳ Expliquer les modalités de protection des biens immatériels.</p>	<p>✳✳ Proposer 3 régimes différents de protection accordés par le code de la propriété intellectuelle.</p>	<p>✳ Définir la notion d'œuvre de l'esprit.</p>	<p>✳ Présenter le droit d'auteur.</p>
<p><i>Ils sont protégés à l'aide du droit de propriété intellectuelle.</i></p>	<p><i>Le code de la propriété intellectuelle propose différentes protections : le droit des brevets, le droit des marques, le droit des dessins et modèles, le droit d'auteur.</i></p>	<p><i>Une œuvre de l'esprit est une création issue de la pensée humaine et qui est emprunte de la personnalité de son auteur.</i></p>	<p><i>C'est l'ensemble des prérogatives exclusives dont dispose un auteur et ses ayants droit (société de production, héritiers, exploitants) sur des œuvres de l'esprit originales.</i></p>
<p>✳✳ Déterminer si une idée est protégeable en tant qu'œuvre de l'esprit.</p>	<p>✳✳ Expliquer à quelle condition une œuvre de l'esprit peut faire l'objet d'une protection par le droit de la propriété intellectuelle.</p>	<p>✳✳ Définir le logiciel.</p>	<p>✳ Préciser quand s'éteignent les droits des auteurs d'œuvres littéraires et artistiques.</p>
<p><i>Les idées, en elles-mêmes, ne sont pas susceptibles d'une appropriation privative. Le droit d'auteur ne protège que les œuvres de l'esprit qui constituent des créations de forme originale.</i></p>	<p><i>A condition d'être originale c'est-à-dire nouvelle, inventive et qui apporte quelque chose de nouveau à l'état de l'art existant.</i></p>	<p><i>C'est un ensemble de programmes, et éventuellement la documentation, relatifs au fonctionnement d'un ensemble de traitements de l'information. (arrêté du 22/12/81)</i></p>	<p><i>Ils s'éteignent 70 ans après la mort de l'auteur.</i></p>
<p>✳ Citer deux pays dans lesquels le logiciel est brevetable.</p>	<p>✳ Citer la date de la loi française qui accepte la protection des logiciels par le droit d'auteur.</p>	<p>✳ Citer quatre exemples d'œuvres littéraires et artistiques protégeables par le droit d'auteur.</p>	<p>✳✳ Présenter les deux prérogatives de l'auteur d'une œuvre littéraire et artistique.</p>
<p><i>Les Etats-Unis et le Japon.</i></p>	<p><i>C'est la <u>loi du 3 juillet 1985</u>, relative aux droits d'auteur et aux droits des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle.</i></p>	<p><i>Les livres, les articles de journaux, les conférences, les pièces de théâtre, le cinéma, la musique, la danse, la chorégraphies, les logiciels... (article L 112-2 CPI).</i></p>	<p><i>L'auteur bénéficie de <b>droits patrimoniaux</b> (droit de vendre, de reproduire, de mettre l'œuvre sur le marché) et de <b>droits moraux</b> (droit à la paternité de l'œuvre, droit au respect de l'œuvre, droit au retrait de l'œuvre).</i></p>

<p>✱ Envisager les conséquences de l’extinction des droits d’auteur sur une œuvre littéraire et artistique.</p>	<p>✱✱ Présenter les deux prérogatives de l’auteur d’un logiciel.</p>	<p>✱✱ En matière de logiciel, distinguer les œuvres de collaboration et les œuvres collectives.</p>	<p>✱ Nommer le logiciel créé par une communauté de développeurs indépendants, tous coauteurs du logiciel.</p>
<p><i>L’œuvre tombe dans le domaine public et peut être exploitée par n’importe qui. L’auteur conserve le droit à la paternité de l’œuvre mais perd ses droits patrimoniaux sur l’œuvre.</i></p>	<p><i>Il bénéficie de <b>droits patrimoniaux</b> (droit de vendre, de reproduire, de traduire, d’adapter l’œuvre et de la mettre sur le marché) et de <b>droits moraux restreints</b> (droit à la paternité de l’œuvre et à sa divulgation).</i></p>	<p><b>Œuvre de collaboration</b> : œuvre qui appartient aux différents co-auteurs qui ont participé à son élaboration (ex : logiciel libre). <b>Œuvre collective</b> : œuvre réalisée par des salariés pour le compte d’une personne morale.</p>	<p><i>Une œuvre de collaboration.</i></p>
<p>✱ Nommer le logiciel créé par des salariés pour le compte de leur employeur.</p>	<p>✱✱ Expliquer la répartition des droits entre les salariés qui ont participé à la conception d’un logiciel et leur employeur.</p>	<p>✱ Le salarié qui a participé à la conception d’un logiciel propriétaire dispose du monopole d’exploitation du logiciel. Vrai ou Faux ?</p>	<p>✱ Le salarié qui a participé à la conception d’un logiciel peut apposer son nom dans le code source du logiciel. Vrai ou Faux ?</p>
<p><i>Une œuvre collective.</i></p>	<p><i>Les salariés ne conservent que le droit à la paternité de l’œuvre. Les droits patrimoniaux ainsi que les autres droits moraux sont transférés à la personne morale qui les emploie.</i></p>	<p><i>Faux, ce droit est transféré à la personne morale qui l’emploie.</i></p>	<p><i>Vrai, puisqu’il conserve le droit à la paternité de l’œuvre.</i></p>
<p>✱ Citer trois éléments d’un logiciel qui ne sont pas protégeables par le droit d’auteur.</p>	<p>✱ Lister trois éléments d’un logiciel protégeables par le droit d’auteur.</p>	<p>✱✱ Préciser la procédure à suivre pour protéger un logiciel par le droit d’auteur.</p>	<p>✱ La mention Copyright est nécessaire pour qu’un logiciel bénéficie de la protection par le droit d’auteur en France. Vrai ou Faux ?</p>
<p><i>Ne sont pas protégeables par le droit d’auteur les langages de programmation, les algorithmes, les interfaces et les fonctionnalités de base.</i></p>	<p><i>Le droit d’auteur permet de protéger le code source, le code objet, l’architecture du programme, les différentes versions, les écrans et modalités d’interactivité originaux, les fonctionnalités spécifiques,...</i></p>	<p><i>Il n’y a en réalité aucune formalité à accomplir. La protection existe à partir du moment où le logiciel existe.</i></p>	<p><i>Faux, aucune mention ou procédure n’est nécessaire pour obtenir la protection en droit français. Le copyright appartient à la législation anglo-saxonne.</i></p>
<p>✱✱ Proposer trois solutions possibles pour protéger au mieux un logiciel.</p>	<p>✱✱ Présenter l’APP.</p>	<p>✱✱ Déterminer l’action en justice que l’auteur-victime peut engager en cas de copie d’un logiciel.</p>	<p>✱✱ Expliquer qui supporte la charge de la preuve en cas d’action en contrefaçon de logiciel.</p>
<p><i>Il est possible d’effectuer un dépôt privé auprès d’un officier ministériel (notaire, huissier), de l’INPI ou de l’APP (Agence pour la protection des programmes).</i></p>	<p><i>C’est l’agence pour la protection des programmes. Association loi 1901, l’APP est chargée de recueillir et de dater les dépôts de logiciels en leur attribuant un identifiant international IDDN (Inter Deposit Digital Number).</i></p>	<p><i>Il peut engager une action en contrefaçon, soit au civil, soit au pénal.</i></p>	<p><i>La charge de la preuve est renversée. C’est au contrefacteur de rapporter la preuve qu’il n’a pas commis les actes répréhensibles dont on l’accuse.</i></p>

<p>*** Déterminer de combien de temps dispose l'auteur d'un logiciel pour faire valoir ses droit en justice en cas de contrefaçon de logiciel.</p>	<p>*** La société X propose un logiciel similaire à celui qui a été créé par la société Y. Préciser le fondement de l'action en justice engagée par l'entreprise Y.</p>	<p>*** Expliquer comment prouver la concurrence déloyale.</p>	<p>*** Lister différentes sanctions que l'auteur d'un logiciel peut obtenir en justice en cas d'action en concurrence déloyale.</p>
<p><i>Depuis la loi LOPPSI 2 de 2014, les délais de prescription sont de 5 ans aussi bien pour l'action civile que pour l'action pénale.</i></p>	<p><i>Elle peut engager une action en concurrence déloyale et/ou une action en contrefaçon.</i> <b>Cas pratique attendu.</b></p>	<p><i>L'action en concurrence déloyale permet de mettre en œuvre la responsabilité de son auteur en rapportant la preuve d'une faute, d'un dommage et d'un lien de causalité entre la faute et le dommage.</i></p>	<p><i>Il peut obtenir des dommages et intérêts, le retrait des produits incriminés (réparation en nature) et selon les cas la publication de la sanction pour informer le public.</i></p>
<p>*** Lister différentes sanctions que l'auteur d'un logiciel peut obtenir en justice en cas d'action en contrefaçon.</p>	<p>* Choisir le tribunal compétent en cas d'action en concurrence déloyale.</p>	<p>* Choisir le tribunal compétent en cas d'action en contrefaçon de logiciel.</p>	<p>* Préciser si les actions en contrefaçon et en concurrence déloyale sont cumulables en cas de conflit en matière de logiciel.</p>
<p><i>Au pénal : un amende et/ou une peine d'emprisonnement, Au civil : des dommages et intérêt, la publication de la sanction et le retrait des produits contrefaits (réparation en nature).</i></p>	<p><i>Le TGI a la compétence d'attribution.</i></p>	<p><i>En cas d'action pénale : le tribunal correctionnel, En cas d'action civile : le TGI.</i></p>	<p><i>OUI, si l'auteur le souhaite.</i></p>
<p>*** Expliquer le rôle de l'APP en cas de litige en matière de droit d'auteur d'un logiciel.</p>	<p>*** Définir la licence de logiciel.</p>	<p>* La licence de logiciel est un contrat solennel. Vrai ou faux ?</p>	<p>* Identifier la forme que peut prendre la licence de logiciel.</p>
<p><i>L'APP ne fait que délivrer un constat de dépôt du logiciel pour prouver l'antériorité de l'œuvre. L'auteur doit ensuite agir en justice pour faire reconnaître ses droits. L'APP n'a donc aucun rôle à jouer en cas de litige. Ce n'est pas une juridiction.</i></p>	<p><i>C'est un contrat par lequel le titulaire des droits d'auteur sur un programme informatique détermine les conditions dans lesquelles ce programme peut être utilisé, diffusé ou modifié.</i></p>	<p><i>Vrai, l'écrit est une condition de validité du contrat.</i></p>	<p><i>La licence doit être un contrat écrit. Mais la forme de l'écrit importe peu. Il peut s'agir d'un document papier ou d'un document numérique.</i></p>
<p>*** Définir une licence de logiciel clic-wrap.</p>	<p>*** Définir une licence de logiciel browse-wrap.</p>	<p>*** Définir une licence de logiciel shrink-wrap.</p>	<p>*** Préciser qui fixe les termes du contrat de licence de logiciel.</p>
<p><i>C'est une licence numérique qui est acceptée par l'utilisateur lorsqu'il clique volontairement sur un bouton de type « j'accepte », « I agree », « suivant », « Yes ».</i></p>	<p><i>C'est une licence numérique qui est acceptée par l'utilisateur par simple navigation sur le site internet (très utilisée aux USA). L'utilisateur lit ainsi seulement les éléments importants de la licence dans un langage à sa portée.</i></p>	<p><i>On considère que les termes du contrat de cette licence numérique sont acceptés par l'utilisateur lorsqu'il ôte l'emballage qui entoure le logiciel et lorsqu'il l'installe sur son ordinateur.</i></p>	<p><i>Les termes du contrat sont fixés par l'auteur du logiciel uniquement. L'utilisateur se verra donc imposer les conditions d'utilisation du logiciel. La licence de logiciel est un <u>contrat d'adhésion</u>.</i></p>

<p><b>✳ Déterminer si le contrat de licence est un contrat d'adhésion.</b></p>	<p><b>✳✳ Identifier les droits que l'auteur du logiciel peut aménager dans le cadre d'un contrat de licence.</b></p>	<p><b>✳✳ Expliquer si l'existence d'un contrat de licence fait perdre son droit d'auteur au concepteur du logiciel.</b></p>	<p><b>✳✳ Préciser si un logiciel du domaine public a un auteur.</b></p>
<p><i>OUI, puisque seul le titulaire des droits d'auteur sur le logiciel peut fixer les termes du contrat de licence.</i></p>	<p><i>Il peut aménager le droit d'effectuer et d'autoriser la reproduction, la traduction, l'adaptation, l'arrangement et la mise sur le marché du logiciel.</i></p>	<p><i>NON, le concepteur restera toujours l'auteur du logiciel. Il accepte seulement que l'exploitation du logiciel soit réalisée par des tiers.</i></p>	<p><i>OUI, même si le logiciel peut être exploité par n'importe qui sans autorisation de son auteur, celui-ci reste et restera l'auteur du logiciel (conserve la paternité de l'œuvre).</i></p>
<p><b>✳✳ Préciser si un logiciel du domaine public dispose d'un contrat de licence.</b></p>	<p><b>✳ Citer deux autres noms pour désigner la licence propriétaire.</b></p>	<p><b>✳✳ Préciser le contenu d'une licence propriétaire.</b></p>	<p><b>✳✳ Expliquer le but d'une licence propriétaire.</b></p>
<p><i>NON, le contrat de licence n'a plus lieu d'être. Le logiciel peut désormais être exploité par n'importe qui, sous quelque forme que se soit.</i></p>	<p><i>On peut aussi parler de licence privative, de licence commerciale et surtout de <b>licence CLUF</b> (Contrat de Licence Utilisateur Final).</i>  <b>✳✳ si la bonne réponse est donnée <u>et</u> que la licence CLUF est citée</b></p>	<p><i>Cette licence encadre le droit d'installation, le droit de copie du logiciel, le droit de décompilation (pour atteindre le code source) et le droit de diffusion publique de l'œuvre.</i></p>	<p><i>- Elle a pour but d'empêcher la coopération entre les utilisateurs. (1 utilisateur = 1 licence) - Elle doit permettre l'enrichissement de son auteur puisque ces licences s'achètent.</i></p>
<p><b>✳✳✳ Une licence attribuée à un serveur, qui donne l'accès au logiciel aux utilisateurs en fonction des demandes sur le réseau, est-elle une licence fixe ou une licence flottante ?</b></p>	<p><b>✳✳ Présenter la licence nominative.</b></p>	<p><b>✳✳ Préciser si l'auteur d'un logiciel peut interdire dans un contrat de licence la copie privée.</b></p>	<p><b>✳✳ Citer 3 situations différentes que l'auteur d'un logiciel ne peut pas restreindre ou interdire dans un contrat de licence.</b></p>
<p><i>Il s'agit d'une licence flottante. + Justification.</i></p>	<p><i>C'est une licence de logiciel propriétaire attribuée à un utilisateur particulier, qui peut l'installer sur tout ordinateur lui appartenant, mais il est le seul utilisateur agréé à exploiter cette licence.</i></p>	<p><i>NON, la copie privée est un droit reconnu à chacun par la loi.</i></p>	<p><i>Sont autorisées : la copie privée, les analyses et courtes citations, la parodie, l'adaptation de l'œuvre pour des personnes handicapées, l'exploitation de l'œuvre à des fins pédagogiques...</i></p>
<p><b>✳ Citer deux noms permettant de désigner les licences de logiciel libre.</b></p>	<p><b>✳ Nommer l'auteur à l'origine de la licence de logiciel libre.</b></p>	<p><b>✳✳ Préciser si le logiciel libre s'accompagne d'une licence.</b></p>	<p><b>✳✳ Lister les quatre droits qu'une licence de logiciel libre garantit.</b></p>
<p><i>On peut parler de licence libre, de licence open-source ou de licence creative commons.</i></p>	<p><i>Richard Matthew Stallman (le concepteur de la licence GNU GPL).</i></p>	<p><i>OUI, un logiciel libre possède une licence et conserve son auteur.</i></p>	<p><i>La licence libre garantit le droit d'utiliser, d'étudier, de copier ou de redistribuer l'œuvre, le droit de modifier et de distribuer des versions modifiées de l'œuvre.</i></p>

<p>✳ Citer deux exemples de licence en copyleft.</p>	<p>✳ Donner la signification de l'acronyme GPL.</p>	<p>✳ Donner la signification de l'acronyme CeCILL.</p>	<p>✳✳ Préciser la particularité des licences en copyleft.</p>
<p><i>La licence GPL et la licence CeCILL</i></p>	<p><i>General Public License.</i></p>	<p><i>C'est une licence française inspirée de la licence GPL. CeCILL est l'abréviation de « CEA CNRS INRIA logiciel libre ».</i></p>	<p><i>Elles donnent accès au code source pour étude et/ou modification. En outre, les versions nouvelles restent libres (licence virale ou contaminante). Ex : GPL, CeCILL.</i></p>
<p>✳✳ Déterminer si la licence GPL donne naissance à une œuvre de collaboration ou à une œuvre collective.</p>	<p>✳✳ Identifier le problème que pose actuellement la licence GPL en France.</p>	<p>✳✳ Justifier l'existence la licence CeCILL en France. (2 raisons différentes)</p>	<p>✳ Citer deux exemples de licence non copyleftée.</p>
<p><i>Elle donne naissance à une œuvre de collaboration.</i></p>	<p><i>Cette licence a été rédigée en anglais par la Free Software Foundation. La barrière de la langue peut poser problème en France.</i></p>	<p><i>1/ Pour contourner la barrière de la langue de la licence GPL. 2/ Pour adapter la licence GPL au droit français.</i></p>	<p><i>Les licences BSD et les licences X.</i></p>
<p>✳ Préciser la signification de l'acronyme BSD.</p>	<p>✳ Préciser la signification du X dans licence X.</p>	<p>✳✳ Indiquer la particularité des licences non copyleftées.</p>	<p>✳✳ Expliquer ce qu'est une licence double de logiciel.</p>
<p><i>Berkeley Software Distribution.</i></p>	<p><i>Ce sont des licences créées par le consortium X.</i></p>	<p><i>Le code source de départ est libre. Les copies de ce code sont autorisées. Mais les versions nouvelles peuvent devenir privatives. Ces licences ne sont pas contaminantes. EX : BSD, X.</i></p>	<p><i>C'est une licence proposant deux versions d'un même logiciel : une version communautaire (dégradée) et une version privative (complète).</i></p>
<p>✳✳ En matière de logiciel, présenter les deux intérêts principaux d'une licence double.</p>	<p>✳ Citer un exemple de logiciel proposant une licence double.</p>	<p>✳✳ Donner la définition d'une base de données au sens de l'article L112-3 du code de la propriété intellectuelle.</p>	<p>✳ Préciser la date de la loi qui organise la protection des bases de données.</p>
<p><i>1/ De profiter gratuitement des apports en R&amp;D de la communauté (pour la version disponible du logiciel). 2/ De développer son chiffre d'affaires et sa clientèle (pour la partie privative du logiciel).</i></p>	<p><i>Red Hat, Zimbra, Alfresco, MySQL par exemple.</i></p>	<p><i>C'est un « recueil d'œuvres, de données ou d'autres éléments indépendants, disposés de manière systématique ou méthodique, et individuellement accessibles par des moyens électroniques ou par tout autre moyen ».</i></p>	<p><i>C'est la <u>loi du 1<sup>er</sup> juillet 1998</u>. Cette loi transpose la directive européenne du 11 mars 1996.</i></p>

<p>*** Expliquer comment s'organise la protection des bases de données. (Développer la réponse).</p>	<p>*** Déterminer à quelle condition une BDD peut bénéficier de la protection par les droits d'auteur.</p>	<p>** Préciser qui apprécie le caractère original d'une BDD ou d'un logiciel.</p>	<p>** Envisager les conséquences pour le créateur de la BDD que sa BDD soit reconnue comme originale par le juge.</p>
<p><i>La structure de la base de données est protégée par le <b>droit d'auteur</b> à condition qu'elle soit originale. Tandis que l'investissement engagé pour compléter la base de données est protégé par le <b>droit du producteur</b>.</i></p>	<p><i>A condition d'être originale cad qu'elle soit emprunte de la personnalité de son auteur, qu'elle soit inventive par le choix (sélection du contenu), la disposition ou le mode d'assemblage des informations.</i></p>	<p><i>Le critère d'originalité relève de l'appréciation souveraine du juge.</i></p>	<p><i>Le créateur de la BDD est alors considéré comme l'auteur de la BDD. Il bénéficie des droits moraux et patrimoniaux sur la BDD.</i></p>
<p>*** La BDD financée par NUM'online a été illicitement reproduite par IT'line. Déterminer le statut de NUM'online et l'action en justice envisageable pour obtenir réparation.</p>	<p>*** Si le délit de contrefaçon de BDD est reconnu, préciser les sanctions possibles que le juge peut prononcer à l'encontre du contrefacteur.</p>	<p>** Préciser contre quels types d'agissements, l'auteur d'une BDD peut s'opposer.</p>	<p>* Expliquer à quelle condition, la reproduction, totale ou partielle, d'une BDD est-elle possible.</p>
<p><i>1/ <b>NUM'online est producteur</b> de la BDD + justification 2/ Action pour atteinte aux droits du producteur devant le <b>TGI</b> (dommages et intérêts).</i></p>	<p><i>Délit = action pénale. Le juge peut alors prononcer une peine d'amende (300 000€) et/ou d'emprisonnement (3ans) et accorder des dommages et intérêts à la victime si elle s'est portée partie civile.</i></p>	<p><i>Il peut s'opposer à la reproduction, la représentation, intégrale ou partielle, sans son autorisation de la BDD.</i></p>	<p><i>La reproduction d'une BDD est possible <u>seulement</u> si l'auteur de la BDD en donne l'autorisation.</i></p>
<p>** Hormis le droit d'auteur, présenter l'autre modalité de protection dont bénéficie la BDD depuis 1998.</p>	<p>* En matière de BDD, expliquer si la protection de l'auteur et la protection du producteur sont liées.</p>	<p>** Présenter le producteur de BDD.</p>	<p>** Expliquer comment bénéficier de la protection par le droit du producteur sur une BDD.</p>
<p><i>Depuis la loi de 1998, les BDD bénéficient également de la protection par le droit « sui generis » du producteur. + <b>Explication</b>.</i></p>	<p><i>NON, ce sont deux modalités de protection indépendantes.</i></p>	<p><i>C'est une personne physique ou morale qui a pris l'initiative et le risque des investissements matériels, financiers, humains lors de la réalisation de la BDD.</i></p>	<p><i>Le producteur de la base doit prouver qu'il a réalisé « un <u>investissement</u> financier, matériel ou humain substantiel pour la constitution, la vérification ou la présentation de la base de données ».</i></p>
<p>** Présenter les prérogatives du producteur d'une base de données.</p>	<p>** Expliquer ce qu'est une extraction quantitativement substantielle de données d'une BDD.</p>	<p>** Expliquer ce qu'est une extraction qualitativement substantielle de données d'une BDD.</p>	<p>** L'extraction répétée de données non substantielles est considéré par le juge comme une atteinte au droit du producteur de BDD. Vrai ou faux ?</p>
<p><i>Le producteur d'une BDD peut interdire l'extraction partielle ou totale, de données quantitativement ou qualitativement substantielles de la BDD (article L342-1 CPI).</i></p>	<p><i>Cela signifie que le volume de données extraites de la BDD est considéré par le juge comme trop important.</i></p>	<p><i>Cela signifie que le type de données extraites de la BDD est considéré par le juge comme sensibles, importantes.</i></p>	<p><i>VRAI, la répétition de l'acte sera considérée comme une extraction quantitativement substantielle lorsqu'elle est manifestement abusive.</i></p>

<p>✳ Le producteur de BDD peut interdire les extractions à des fins privées. Vrai ou Faux ?</p>	<p>✳ Le producteur de BDD ne peut pas interdire les extractions aux fins d'adaptation de la BDD à des personnes handicapées. Vrai ou Faux ?</p>	<p>✳ Déterminer si les BDD constituées par une entreprise appartiennent à son patrimoine informationnel.</p>	<p>✳✳ Déterminer qui supporte la charge de la preuve lorsque le producteur d'une BDD engage une action en contrefaçon au pénal.</p>
<p><i>Faux, c'est une limite posée par la loi.</i></p>	<p><i>Vrai, c'est une autorisation posée par la loi.</i></p>	<p>OUI</p>	<p><i>C'est au contrefacteur présumé de prouver qu'il n'a pu accéder à l'œuvre prétendument contrefaite pour échapper à sa responsabilité (renversement de la charge de la preuve).</i></p>
<p>✳✳ Préciser la durée de protection des droits du producteur de BDD.</p>	<p>✳✳ Déterminer l'action en justice que le producteur peut engager à l'encontre d'une personne qui a extrait illégalement des données de sa BDD.</p>	<p>✳✳ Déterminer qui supporte la charge de la preuve si le producteur d'une BDD engage une action en contrefaçon au civil.</p>	<p>✳✳ Définir la notion de patrimoine informationnel.</p>
<p><i>Les prérogatives du producteur sont limitées à 15 ans à partir de la 1ère mise à disposition de la BDD au public. Ce délai est relancé à chaque nouvel investissement substantiel sur la base.</i></p>	<p><i>Il peut engager une action en contrefaçon, en civil et/ou au pénal.</i></p>	<p><i>C'est celui qui engage l'action en justice, par conséquent le producteur.</i></p>	<p><i>C'est l'ensemble des données, protégées ou non, valorisables ou historiques, d'une personne physique ou morale.</i></p>
<p>✳✳ Préciser les sanctions pénales pour un contrefacteur de BDD qui agit seul.</p>	<p>✳✳ Citer trois sanctions civiles qu'un juge peut appliquer à un contrefacteur de BDD.</p>	<p>✳✳ Nommer la norme internationale garantissant la sécurisation des données au sein des entreprises.</p>	<p>✳✳ Préciser à quelles conditions le patrimoine informationnel de l'entreprise est convenablement protégé.</p>
<p><i>Une personne seule : 3ans emprisonnement et/ou 300 000€ d'amende</i></p>	<p><i>Le versement de dommages et intérêts, la suppression des données illégalement extraites, l'interdiction de la poursuite de l'exploitation, la confiscation de la recette obtenue grâce à la contrefaçon, la publication de la sanction.</i></p>	<p><i>C'est la norme ISO 27 000.</i>  ✳ si « norme ISO » est citée ;  ✳✳ si le nom en entier de la norme est cité.</p>	<p><i>Si l'entreprise est capable d'assurer l'identification des utilisateurs, l'authentification des matériels, l'intégrité, la fiabilité, la confidentialité et la transparence des données alors son patrimoine informationnel est convenablement protégé.</i></p>
<p>✳ Présenter la DCRI.</p>	<p>✳ Présenter l'ANSSI.</p>	<p>✳✳ Définir la notion d'archivage électronique.</p>	<p>✳ L'archivage électronique permet la conservation des documents uniquement à valeur juridique au sein de l'entreprise. Vrai ou faux ?</p>
<p><i>C'est la Direction Centrale du Renseignement Intérieur. Elle intervient dans les entreprises pour les sensibiliser sur les risques qu'elles peuvent rencontrer dans le domaine de la sécurité.</i></p>	<p><i>Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information. Elle est chargée de proposer les règles à appliquer pour la protection des SI de l'État et de vérifier l'application des mesures adoptées.</i></p>	<p><i>L'archivage électronique permet la conservation de documents ayant une valeur juridique ou non, mais ayant une valeur économique certaine pour l'entreprise.</i></p>	<p><i>FAUX, il permet de conserver tout type de documents à valeur juridique ou économique.</i></p>

<p>*** Préciser comment assurer l'intégrité des données sur le réseau.</p>	<p>*** Définir une donnée à caractère personnel.</p>	<p>*** Définir un traitement de données à caractère personnel.</p>	<p>*** Citer 4 obligations du responsable du traitement de données à caractère personnel.</p>
<p><i>En mettant en œuvre des mesures <u>préventives</u> pour éviter les intrusions, les virus, les pannes, les maladdresses. Mais aussi en mettant en place des mesures <u>curatives</u> lorsque le danger s'est réalisé.</i></p>	<p><i>C'est une donnée qui permet d'identifier une personne physique et de la distinguer des autres personnes physiques.</i></p>	<p><i>Cela concerne toute opération portant sur des DCP, quel que soit le procédé utilisé, [...] ». (article 2 alinéa 3 de la LIL de 1978)</i></p>	<p><i>1/ Déclaration à la CNIL 2/ Obligation de sécurité 3/ Obligation de loyauté 4/ Obligation de respecter la destination finale du fichier 5/ Obligation d'informer la personne fichée,...</i></p>
<p>✱ Nommer la loi française assurant la protection des données à caractère personnel.</p>	<p>*** Citer 4 droits attachés à la personne dont les données à caractère personnel ont été collectées.</p>	<p>✱✱ Expliquer ce qu'est une licence virale (ou contaminante).</p>	<p>✱ Citer le nom d'une licence dite « virale » ou « contaminante ».</p>
<p><i>La loi de 1978 Informatique et liberté. (Nom + date attendu)</i></p>	<p><i>1/ Droit d'accès aux données 2/ Droit de rectification 3/ Droit d'opposition 4/ Droit à l'oubli.</i></p>	<p><i>Une licence virale ou contaminante est une licence qui s'étend automatiquement et sans démarche nouvelle aux évolutions, nouvelles versions, nouvelles lignes de codes créées à partir de ligne de code déjà soumis à cette licence.</i></p>	<p><i>La licence GPL est une licence de ce type. Les nouvelles versions créées à partir de lignes de code sous licence GPL sont automatiquement placées sous licence GPL.</i></p>
<p>*** Préciser si un logiciel peut-il appartenir au domaine public dès sa création.</p>	<p>*** Préciser les sanctions pénales pour un contrefacteur de BDD qui agit en bande organisée.</p>		
<p><i>Un logiciel peut appartenir au domaine public dès sa création si son auteur en a voulu ainsi.</i></p>	<p><i>Bande organisée : 5 ans et/ou 500 000€.</i></p>		